

Silène  
17, Rue Pierre Mendès France - 44602 - ST-NAZAIRE

RECU EN PREFECTURE

Le 27 juin 2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N°003347

VIA DOTELEC - FAST Actes

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SILENE EN DATE  
DU JEUDI 19 JUIN 2025**

<b>Délibération n°</b>  <b>12</b>	<b>DELIBERATION PORTANT SUR LES NOUVELLES REGLES DE REMUNERATIONS APPLICABLES AUX AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>
---	--

L'An deux mille vingt cinq, le dix-neuf juin, à 14 heures, s'est réuni le Conseil d'Administration, en salle Brière à la Carène - Place Pierre Semard - Bâtiment C - 3e étage à Saint-Nazaire, sous la présidence de Monsieur Xavier PERRIN, Président.

**ADMINISTRATEURS PRESENTS :**

M. Xavier PERRIN, Mme Pascale HASSANE, Mme Dominique TRIGODET, M. Jean-Pierre TARAUD, Mme ELIANE VALLEE, M. Alain LE PAPE, M. Philippe LEROUX, Mme Marie-Claire JOUBERT, M. Nicolas PALLIER, M. Dragan JONOVIC, M. Gérard MALCAVAT, Mme Annie ROBERT, Mme Chrystelle SORIN, M. Pierre LE COCQ, M. Didier RIALLAND, M. Jean-Pierre CRESPIN, M. PATRICK LAMOOT

**POUVOIRS :**

Mme Céline GIRARD donne pouvoir à M. Alain LE PAPE, M. Franck HERVY donne pouvoir à M. Xavier PERRIN, Mme Michèle QUELLARD donne pouvoir à Mme Dominique TRIGODET, Mme Ghislaine HERVOCHE donne pouvoir à M. Xavier PERRIN

**ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

M. Claude AUFORT, Mme Valérie GAUTHIER  
M. Laurent DAUDIN – Secrétaire du CSE

**ASSISTAIENT A LA REUNION :**

Madame Sandrine WILLIAMSON, Directrice Générale,  
Monsieur Franck GOURDEL, Directeur Offre Nouvelle,  
Madame Christelle OLIVIER, Directrice Clientèle,  
Monsieur Pierre HELFER, Directeur Administratif et Financier,  
Madame Carole VILBOUX, Secrétaire Générale,  
Monsieur Jean HOUSSET, Directeur de la Valorisation du Patrimoine,  
Monsieur Olivier CORALLO, Chargé de projets transversaux,

L'article 189 de la loi de finances de 2025 n° 2025-127 du 14 février 2025 a modifié la rémunération du fonctionnaire placé en congé de maladie ordinaire (CMO), telle que prévue à l'article L.822-3 du CGFP. Le décret n°2025-197 du 27 février 2025 est venu étendre cette disposition aux agents contractuels.

Cette mesure, dont le caractère est obligatoire, s'applique depuis le 1er mars 2025.

### **AGENTS CONCERNES – NOUVELLES REGLES**

Cette mesure s'applique aux fonctionnaires à temps complet, partiel ou à temps non complet.

Désormais, l'article L.822-3 du Code Général de la Fonction Publique prévoit que le fonctionnaire (CNRACL et IRCANTEC) placé en congé de maladie ordinaire bénéficiera :

- pendant les 3 premiers mois : d'un maintien de 90% du traitement (contre 100% jusqu'à présent),
- pendant les 9 mois suivants : d'un maintien de 50 % du traitement (inchangé).

Cette mesure est transposée par décret aux agents contractuels.

### **IMPACT SUR LES AUTRES ELEMENTS DE REMUNERATION**

Cette mesure impacte le versement de certains éléments de rémunération dont le montant est réduit dans les mêmes proportions que le traitement, à savoir :

- la nouvelle bonification indiciaire – NBI (article 2 du décret n° 93-863 du 18 juin 1993),
- le complément de traitement indiciaire (article 15 du décret n° 2020-1152 du 19 septembre 2020),
- le dispositif « transfert primes/points » : réduction de l'abattement sur les primes dans les mêmes proportions que le traitement (article 148 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015),
- l'indemnité compensatrice de la hausse de la CSG.

En cas de requalification ultérieure d'un CMO (Congé de Maladie Ordinaire) au cours des trois premiers mois (en Congés de Longue Maladie CLM, Longue Durée CLD, Grave Maladie CGM ou pour invalidité temporaire CITIS) pour la même affection, cela entraînera le versement d'un rappel de traitement à hauteur de 10 % du traitement initialement retenu en CMO.

### **IMPACT SUR LE REGIME INDEMNITAIRE**

#### **Part IFSE du RIFSEEP :**

Il convient d'appliquer les règles relatives au régime indemnitaire, à savoir le maintien de l'IFSE dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire.

Dans la mesure où ce dernier est ramené à 90 % pendant les 3 premiers mois de maladie ordinaire, il convient donc de maintenir également l'IFSE à hauteur de 90%.

#### **Il n'est donc pas possible de prévoir un régime plus favorable en maintenant l'IFSE à 100 % les trois premiers mois de Maladie Ordinaire**

Or les délibérations en vigueur au sein de Silène prévoyaient le maintien à 100 % de l'IFSE durant les trois premiers mois de Maladie ordinaire.

En application de l'article L.243-2 du code des relations entre le public et l'administration, les collectivités sont tenues d'abroger expressément un acte réglementaire devenu illégal suite à des circonstances de droit postérieures, en l'espèce, la diminution du traitement des fonctionnaires de 100% à 90% à compter du 1er mars 2025.

Par conséquent, cette présente délibération vise à abroger les délibérations précédentes portant sur le RIFSEEP et prévoyant le maintien à 100 % de l'IFSE les trois premiers mois d'arrêt pour Maladie Ordinaire. Les nouvelles dispositions et par conséquent la présente délibération, sont applicables à l'ensemble des agents de la fonction publique territoriale présents au sein de l'office et ce dès le premier Mars 2025.

**Le CSE a été informé et consulté sur ce sujet en date du 20/05/2025**

Il est demandé aux administrateurs d'approuver l'abrogation des précédentes délibérations permettant le maintien du traitement à 100 % durant les trois premiers mois de congé de maladie ordinaire afin de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions de la loi de finance 2025 précitées.

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :**

**Délibération adoptée à la majorité (1 vote contre : M. LE COCQ et 1 abstention : Mme ROBERT).**

**Ont signé : Tous les Membres présents**

Copie RENDUE EXECUTOIRE  
Loi du 2 mars 1982

Pour copie conforme,  
La Directrice Générale de Silène,  
S. WILLIAMSON

